



Appel des syndicats de la coordination FNME-CGT Rhône-Alpes aux organisations de la CGT Rhône-Alpes, soutenu par le Comité Régional AURA et la FTM AURA

Cher(e)s camarades,

Par cet écrit, nous souhaitons à nouveau informer les organisations de la CGT de la région sur la situation et l'avenir du secteur énergétique.

Les grandes manœuvres autour du secteur de l'énergie (EDF et GDF) menées par la commission européenne depuis 1986 et par les gouvernements français successifs, sonnent aujourd'hui le glas de l'indépendance et de la souveraineté énergétique nationale.

EDF : Le projet de démantèlement au nom provocateur d'Hercule consiste à séparer les activités d'EDF en 3 parties :

- Une entité "Bleu" 100 % publique portant les activités nucléaires qui ne se rémunèrent pas correctement du fait d'une loi NOME obligeant à céder ¼ de sa production à ses concurrents, en dessous du prix de réel de production depuis 2010,
- Une entité "Azur" potentiellement 100 % publique (sachant que l'on nous parle bien de nationalisation provisoire, laissant à penser le bon placement financier...) dédiée aux aménagements hydrauliques mais qui réaffirme la notion de marché et dont la rémunération juteuse, de pointe, risquerait de laisser de côté les enjeux publics de la gestion de l'eau,
- Une entité "Verte" portant toutes les autres filiales (EDF ENR, ENEDIS et EDF SEI, DALKIA, FRAMATOME, etc.) avec un capital ouvert à 30 % dans un 1^{er} temps et avant de remettre en cause la loi de 2004 sur les participations de l'Etat. Pour ENEDIS et EDF Systèmes Insulaires (SEI), les activités sont entièrement couvertes par la recette des factures. Aujourd'hui les remontées à EDF sont censées réalimenter les investissements dans le secteur de l'énergie, demain elles alimenteraient les poches d'investisseurs privés. Les territoires et les citoyens apprécieront rapidement ...

ENGIE : Aboutissement de la même logique de transfert de fleurons publics aux intérêts privés, avec le **Plan Clamadiou** qui fait rage. Après avoir été lâché par l'Etat malgré ses engagements, Gaz de France, marié à SUEZ pour devenir ENGIE, a pratiqué la même politique de découpage des activités et de vente au plus offrant.

Derrière les promesses d'ouvrir la concurrence pour baisser les tarifs, le constat est amer : Plus 60% sur le prix de l'électricité et 80 % sur le gaz ! Plus de 13 millions de précaires énergétiques dans notre pays.

C'est une nouvelle privatisation orchestrée dans le dos des citoyens et des salariés, qui a et qui aura des conséquences dramatiques pour les usagers, pour notre tissu industriel et pour répondre à l'urgence environnementale et climatique

Il est temps de réagir et d'agir tous ensemble pour remettre en cause les choix néfastes du gouvernement et du patronat et pour construire le service public de demain !

Le pays et les citoyens ont besoin d'autres choix stratégiques pour répondre à l'urgence environnementale et sociale.

La filière gazière est essentielle pour le remplacement du fioul ou encore pour inclure des procédés "verts" (biométhanisation).

Malgré un investissement important des collectivités et du secteur agricole dans ce domaine, la RE 2020 (norme de construction) met à mort le développement de la filière gaz par l'interdiction des chauffages gaz dans les logements individuels neufs, à partir de 2023. Une hérésie pour le mix énergétique dont nous avons besoin qui ne tient pas compte des répercussions sur d'autres énergies (notamment l'électricité qui manque déjà de moyens de production).

Les services publics du gaz et de l'électricité sont bradés au plus offrant ou mis sous le pilori du non-sens et de la contradiction... Nous constatons que nombre de directives européennes ou d'intentions politiques ont indiscutablement pour objectif de casser les opérateurs historiques qui avaient fait leurs preuves dans la réponse aux besoins des usagers.

Pour exemple marquant, **la France est mise en demeure depuis plus de 10 ans pour ouvrir l'exploitation de ses concessions hydrauliques** à des opérateurs privés. La région Rhône-Alpes est particulièrement concernée. Alors même que l'hydraulique est un des leviers les plus ambitieux pour faire de l'énergie propre et stockable. Pensons-nous vraiment qu'une réaffirmation du marché, quel que soit le modèle, répondra aux intérêts tant des citoyens que des collectivités ? **Les ouvrages hydrauliques gèrent plus de 80 % des eaux de surface**, dont les enjeux sur la biodiversité, l'irrigation des cultures, la production et le soutien en eau potable, la neige de culture et d'autres multi-usages de l'eau majeurs (refroidissement des centrales nucléaires et autres process industriels) ne peuvent s'inscrire dans la seule priorité de production d'électricité pour le marché à des fins spéculatives car l'hydroélectricité étant pilotable et souple dans son utilisation, elle permet ces dérives. Pire, quels jeux seront fait demain sur la rentabilisation de tous ces usages ? La ressource eau n'est-elle pas un bien vital et central pour demain ?

Sur la filière nucléaire, bien présente en Rhône- Alpes, les effets du dogme libéral (**EDF est obligé depuis plus de 10 ans de vendre 25 % de son électricité nucléaire à prix "cassé" à 42€ / MWh**) se traduisent, dans un objectif de rentabilité. Cette filière -sans avenir garanti- représente plus de 50.000 emplois sur la région Rhône-Alpes. La filière nécessite des investissements à long terme que seule la puissance publique peut envisager.

Côté politique industrielle, c'est tout un tissu d'entreprises et de PME qui en ont fait les frais. Elles aussi sont frappées par les sacrosaintes procédures de mises en concurrence européennes assorties des politiques d'achat à moindre coût. Certaines -comme SCHNEIDER- ont subsisté, d'autres -comme GE ALSTOM- payent un lourd tribut par des jeux de rachats dans le but d'éteindre toute concurrence sur le plan mondial. Nombreux sont donc les emplois détruits ou délocalisés sans réflexion sur l'indépendance énergétique, sur les savoirs faire nécessaires pour l'avenir ou encore sur l'empreinte carbone associée. **L'abandon de nos savoirs faire est sans précédent. Les plans sociaux n'ont jamais été aussi brutaux ...**

GE ALSTOM produit sur la Région AURA des turbines hydrauliques, du matériel haute tension, des alternateurs et nombre d'équipements électrotechniques. **PHOTOWATT**, dernier fabricant européen de panneaux photovoltaïques est victime d'une politique fiscale consistant à annuler les frais de douanes des

panneaux importés. Notre dernier industriel d'un secteur pourtant mis en avant par la transition énergétique laisse place à la production asiatique souvent moins chère car moins regardante sur les normes, sur le droit du travail et sur des critères de CO2 dans la construction de ses équipements.

Derrière ces conséquences sociales, nous ne pouvons que constater l'échec total des politiques de transitions énergétiques. Pourtant ce sont des milliards d'aides publiques qui finalement enrichissent massivement des intérêts privés et particuliers. **Alors, pouvons-nous encore croire à la philanthropie de la finance et à la responsabilité sociale des multinationales, en préalable aux exigences de rentabilité, pour organiser une transition énergétique, pour garantir la continuité de services et pour répondre aux besoins de l'intérêt général de notre pays ?**

Dans ce contexte pandémique, il est urgent de repenser les bases d'une véritable maîtrise publique de l'électricité et du gaz. C'est un maillon essentiel pour le redémarrage économique, le droit à l'énergie pour tous et pour une transition énergétique efficace.

Nous pouvons réussir cette transition énergétique en donnant l'accès à une énergie bas carbone à tous, tout en maîtrisant le poids de la facture sur les usagers pour faciliter le report des usages. Le défi climatique doit être relevé par une optimisation technico-économique de tous les acteurs de la chaîne de production, du transport et de la distribution, soit les industriels et PME en coopération avec les opérateurs et l'ensemble des salariés du secteur. Notre histoire a montré que cela est possible !

Alors quel avenir énergétique pour demain ?

La FNME-CGT est porteuse de nombreuses propositions notamment par le biais du Programme Progressiste de l'Energie. Notre PPE est déjà bien ancré et partagé dans l'espace public et parmi bon nombre de politiques. Il nous faut pousser la sphère politique à une réelle volonté de bilan sur les 20 années de libéralisation. Il nous faut également construire des propositions législatives qui répondent avant tout à l'intérêt général.

Notre PPE, traduit en anglais, apprécié par bon nombre d'homologues, nous a permis d'engager un travail avec eux et commence à servir de base de travail à l'échelle mondiale. Nous tenons à le souligner et nous devons prendre conscience que le retentissement et cet élargissement à l'international sont à valoriser car ils sont à mettre à l'actif d'une démarche CGT globale de notre corps militant.

L'ambition serait, sous le pilotage de la FNME-CGT, de proposer à la prochaine COP26, une charte publique de l'énergie dans laquelle le PPE constituerait déjà une base solide.

Notre démarche s'inscrit bien dans notre volonté CGT de transformation sociale et dans notre lutte perpétuelle contre le capitalisme mondialisé. Nous ne devons pas minimiser cet aspect international. Les attaques libérales, que nous subissons, sont organisées mondialement. Pour gagner, nous devons donc être porteurs de la construction d'un rapport de force et d'une solidarité internationale. Nous devons être à l'initiative sur le territoire afin d'élargir au-delà des frontières pour éviter de subir les projets néfastes de réforme contre le monde du travail concoctés par nos détracteurs libéraux de la LRE Macronie. Cette ambition revendicative doit aussi guider notre stratégie de lutte pour gagner.

Sur un plan local et national, les militants de la FNME CGT ont engagé un travail conséquent auprès des élus de la république. Ainsi quasiment la totalité des députés, sénateurs, métropole et région ont été rencontrés pour faire valoir nos positions en matière d'avenir énergétique.

Nous trouvons nombre de soutiens politiques, associations de consommateurs (dont INDECOSA), des ONG dans ce combat sociétal pour garder la maîtrise d'un bien aussi essentiel que l'énergie.

Malgré cela, les derniers éléments en notre possession, semble présager un passage en force du gouvernement d'ici le mois d'octobre pour enclencher la mise en œuvre de ces projets néfastes avant les élections présidentielles.

Notre lutte n'est, bien sûr, pas à déconnecter de la bataille engagée par la CGT sur les services publics et l'industrie.

Nous avons travaillé à différents matériels de communication grand public comme :

- Les films : <https://www.mainbassesurlenergie.com/> et [FNME-CGT Présente - GAZ ET FLOUZE A TOUS LES ETAGES - Un film de Gilles BALBASTRE](#)
- Diverses productions comme le 100 % public aujourd'hui avec la 3^{ème} édition en cours de diffusion
- Le Programme Progressiste de l'Energie : <https://www.energie-servicepublic.com/>

Vous pouvez retrouver l'ensemble des productions sur le site de la FNME CGT [Accueil : Site officiel de la FNME - Fédération Nationale des Mines et de l'Energie - CGT \(fnme-cgt.fr\)](#)

Une grande campagne de communication a également été lancée par le CSEC d'EDF SA avec **l'appel à signature d'une pétition** : [Pour une énergie publique - Je signe la pétition contre le projet Hercule \(energie-publique.fr\)](#)

Enfin les énergéticiens et gaziers avec le soutien du Comité Régional CGT AURA et les métallurgistes d'AURA ont décidé de tout mettre en œuvre pour réussir **une grande manifestation régionale à Lyon le 18 mai prochain, RDV à 10h place Jean Macé à Lyon.**

S'en suivra une autre initiative le 27 mai à Tulle, ainsi que l'organisation d'une grande manifestation nationale le 22 juin à Paris.

Cette année est particulière pour nos Industries électriques et gazières, puisque nous fêtons les 75 ans de la nationalisation d'EDF et GDF.

Cet anniversaire trouve une résonnance particulière au moment même où le gouvernement entend engager un démantèlement complet des entreprises historique de l'énergie.

Nous comptons sur les organisations de la CGT AURA pour diffuser massivement ce 4 pages et pour participer à ce nouveau rendez-vous

Agissons tous ensemble pour remettre en cause les choix néfastes du gouvernement et du patronat et pour construire le service public de demain !